

“*Si l’Europe représente à peine plus de 7 % de la population mondiale, environ 25 % du PIB mondial, et doit financer 50 % des dépenses sociales au monde, alors elle devra travailler très dur pour maintenir sa prospérité et son mode de vie* »

LA CHANCELIÈRE ALLEMANDE ANGELA MERKEL, DANS LE « FINANCIAL TIMES ».



Nicolas Canteloup
Humoriste et imitateur français



Gégé, rends plutôt ton permis !



c’est vous qui le dites

Dangereuse sous-régionalisation L’efficacité scientifique d’une université et son retentissement national et international sont en grande partie liés à la concentration des esprits et des moyens techniques, et à la collaboration qu’elle peut avoir avec d’autres institutions, sans limites de distance, de frontières ou de langues. La sous-régionalisation ne peut que brider l’esprit et l’expansion de la connaissance, freiner le développement scientifique et limiter l’accès des patients aux techniques médicales de pointe. Un tel projet laisse craindre de n’être qu’une tentative du monde politique de mettre la main sur le contrôle d’institutions qui sont le moteur du progrès de l’esprit humain. **PROF. ÉM. LUC DELAUNOIS** PAR COURRIEL



d’autres opinions sur www.lesoir.be/polemiques/

la réflexion

LE SOIR

125^{ans}

« Nous avons besoin de vision à long terme, la démocratie peine à le faire »

Le philosophe Philippe Van Parijs a contribué à la réflexion préparatoire à notre « Journal du futur ». Il balise un monde moins sombre. La clé, dit-il : retrouver une identité collective !

ENTRETIEN

Dans notre « journal du futur », nous inventons un monde assez sombre où les entreprises conglomerées ont pris le pouvoir de façon très agressive. Le réchauffement climatique et la surpopulation font des dégâts. Faut-il craindre un tel horizon pour 2137 ?

Ma réponse est : oui, il y a des raisons d’être préoccupés pour le futur. Mais cela ne signifie pas pour autant que ce que l’on craint va se réaliser. Tout le défi, c’est de bien extrapoler certaines tendances pour voir la nature et l’ampleur du danger dans toutes ses dimensions. C’est pour cela que nous avons besoin de telles spéculations relevant tant des sciences physiques que des sciences humaines, parfois proches de la science-fiction.

Quels sont les principaux dangers tels qu’on peut déjà les anticiper ?

Le défi le plus massif vient de la conjonction de la croissance démographique et de l’augmentation de la puissance de nos technologies, à la fois dans l’impact qu’elles ont et de ce dont elles ont besoin pour se nourrir. Oui, si on le formule de la façon la plus extrême, cela fait peser une menace sur la survie même de l’humanité. Mais avant d’en arriver là, cela entraînera une intensification des conflits pour les ressources et pour l’espace entre les populations diverses qui habitent la terre. Comment résoudre le problème ? En se parlant, en argumentant, en décidant ensemble avec une vision d’avenir.

Visiblement, on n’y arrive pas...

Nous manquons aujourd’hui d’une réelle prise en compte du long terme. Nos responsables politiques sont obsédés par la



prochaine élection. Prendre des mesures impopulaires qui n’ont d’effets qu’à long terme, c’est quelque chose que l’on ne peut pas se permettre. Les acteurs du monde économique sont eux encore plus rivaux sur le court terme. Les patrons et les entreprises ne pensent qu’à rendre les sco-



« Si ce qui compte pour nous, c’est seulement notre bien être privé, on restera fatalement dans ce court terme. »

res trimestriels aussi positifs que possible pour que l’action de l’entreprise ne baisse pas. Les syndicats, pour leur part, songent avant tout à la protection des travailleurs qui ont actuellement un emploi. Avec une absence relative de prise en compte du futur.

C’est le repli sur soi ?

Tout cela est lié à l’individualisme. Si ce

qui compte pour chacun d’entre nous, c’est seulement notre bien être privé plutôt que celui d’une communauté intergénérationnelle, on restera fatalement dans cette réflexion à court terme. Pour créer une perspective de long terme, on a besoin d’une forme d’identification

à une identité qui nous survivra. Ni le capitalisme ni la démocratie ne fournissent la clé de la prise en compte du long terme.

Ce constat pourrait mener à des conclusions préoccupantes...

Le philosophe Hans Jonas, auteur du Principe responsabilité mettant l’accent sur le sort des générations futures et la

survie de l’humanité, était très vague quant au dispositif politique à mettre en place. Au détour d’une interview, il suggérerait des restrictions à la démocratie.

Ce n’est pas votre discours ?

Non, l’humanité continuera à vivre et mourra peut-être avec une combinaison de démocratie et d’économie de marché. L’important, c’est que la démocratie encadre le marché. Je suis convaincu aussi que nous avons besoin d’identification avec des entités collectives qui nous survivront. Au fond, nous avons besoin d’une forme de patriotisme pour restaurer la préoccupation pour le long terme. Cela vaut du niveau le plus local, en faisant un pique-nique dans la rue, mais aussi au niveau de l’Union européenne. Ce patriotisme n’est pas un attachement à la terre de nos ancêtres, il doit être partagé par toutes les personnes qui vivent aujourd’hui sur cette terre. C’est l’attachement à un lieu dans lequel nous serons fiers que nos enfants puissent vivre.

Mais le mal-être est grand à l’égard de ces identités collectives, non ?

Le grand défi, c’est de rendre compte d’une mobilité qui ne va pas diminuer au fil du temps et la reconstitution permanente de communautés transgénérationnelles. La difficulté c’est que l’on doit apprendre à décider à d’autres niveaux qu’à celui d’un Etat nation homogène. Le monde avec l’OMC dominé par le Guide éclairé Ming Jong Bal n’est pas pour demain ?

C’est en étant conscient d’un tel risque que nous l’éviterons. Il doit nous aider à nous mobiliser. ■

Propos recueillis par OLIVIER MOUTON



Philippe Van Parijs

Docteur en philosophie de l’université d’Oxford et docteur en sociologie de l’UCL, Philippe Van Parijs a étudié l’économie politique, le droit et la linguistique. C’est dire combien sa vision de la société est large. Citoyen, il se préoccupe autant de l’avenir de son quartier que de la pérennité de la Région bruxelloise ou des négociations mondiales sur le commerce ou le réchauffement climatique. Il a participé à notre table ronde préalable au « Journal du futur ».

la lettre ouverte

Thierry Afschrift Professeur de droit fiscal à l’ULB

Bienvenue à vous, Monsieur Depardieu

Cher Monsieur Depardieu, vous avez choisi l’exil en Belgique, comme avant vous, Victor Hugo, Paul Verlaine ou Eric-Emmanuel Schmitt.

Vous avez décidé de « voter avec vos pieds », comme des millions d’Allemands de l’Est, de Polonais, de Hongrois et de boat-people vietnamiens, qui, eux aussi, fuyaient un Etat hostile.

Certains critiquent les motifs de votre choix : à leurs yeux, devoir payer 85 % d’impôts sur le fruit de son travail n’est pas un bon motif d’exil. Ils ont tort.

Vous avez compris que la France d’aujourd’hui vit sous le despotisme démocratique que Tocqueville avait prédit : « Un pouvoir absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux... (qui) couvre la surface d’un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes... Il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il

énervé, il éteint, il hébète ». Vous savez maintenant qu’il y a des dictatures sans tyran, des oppressions sans Stasi, des inquisitions sans bûchers. Vous tournez le dos à un système qui vous déteste, à cause de votre talent, à cause de votre esprit d’entreprise, parce que, égalitariste, il repose sur l’envie ; comme le disait Ayn Rand « ils ne veulent pas posséder votre fortune, ils veulent que vous la perdiez ; ils ne veulent pas réussir, ils veulent que vous échouiez ».

La France, orgueilleuse de sa révolution de 1789 n’a cessé dès la Terreur et bien après, d’attribuer les pouvoirs absolus du monarque à des abstractions nommées Nation ou République. Un pouvoir élu certes, mais absolu parce que sans limites autres que celles fixées par l’Etat lui-même. C’est pour cela que le Pouvoir détestait le bouclier fiscal : il

fixait un plafond à la faculté, qu’en France on veut illimitée, de lever l’impôt.

Vos motifs sont justes et honnêtes : vous défendez le fruit de votre travail et de votre talent face au totalitarisme fiscal. Mais votre choix est étrange : pourquoi venir en Belgique, l’un des pires enfers fiscaux au monde ?

Certes, nos ministres sont des hommes courtois, qui ne vous traiteront jamais de « minable ». Ils savent, comme Bertrand de Jouvenel, que « le chemin du pouvoir passe par le service rendu ». Interchangeables sans jamais rien changer, ils sont les gardiens d’une machine étatique qui se garde d’utiliser la violence et n’emprisonne que très rarement ceux qui lui résistent.

Mais n’avez-vous pas vu que cette machine est fabriquée sur le même modèle que celle de la République que vous

fuyez ? Bien plus nombreux que les armées de Napoléon et mieux informés que Fouché, nos régiments de fonctionnaires, affables et compréhensifs, œuvrent au profit d’un Etat Providence en qui ils croient voir le Bien Commun.

C’est pourtant au prix du bien-être et des libertés de chacun qu’ils alimentent, de bonne foi mais sans état d’âme, le Léviathan qui veut tout savoir, tout contrôler. On s’offusque lorsqu’un patron, évidemment flamand, assimile cette politique au marxisme. Pourtant Marx n’aurait même pas pu rêver de nos taux d’impôt, lui qui s’écriait : « Des impôts, des impôts et encore des impôts, c’est comme cela que nous tuons le capitalisme ». Observez attentivement vos nouveaux voisins. Pas seulement les riches, mais ceux qui ont la simplicité de se reconnaître comme des « Belges

moyens ». Dites-vous bien que l’Etat leur prend chaque année la moitié de leurs revenus, et en dépense 55 %.

Si un jour vous créez des emplois dans ce pays, admirez vos salariés comme des héros des temps modernes, si vous ne voyez pas en eux, comme R. Nozick, des esclaves du Pouvoir. Jusqu’en août, chaque année, ils ne travaillent que pour payer leurs impôts.

Surtout, ne leur proposez pas d’augmenter leur rémunération. D’ici quelques jours, ce sera illégal, et l’Etat en confisquera jusqu’aux trois-quarts.

Lorsque vous aurez compris cela, vous saurez, comme beaucoup de Belges, que ce n’est pas ici que vous pourrez vivre libre, à l’abri d’un Etat qui veut régler à grands frais pour vous chaque détail de votre vie. Pour cela, il vous faudra à nouveau partir. En Suisse ou ailleurs. ■